



PROJET vu pour être annexé
à la décision du Bureau n° 2020-048 DB
du 5 mars 2020



Le Président de la CA Saumur Val de Loire,

Jean-Michel MARCHAND

PROJET

CONVENTION ENTRE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAUMUR VAL DE LOIRE

RELATIVE AU PROJET D'INVESTISSEMENT MATERIELS ET IMMOBILIERS DE LA SCA FLEURON D'ANJOU

ENTRE

LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE

Représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Christelle MORANÇAIS, autorisée à signer la présente convention par décision de la Commission permanente (ou du Conseil régional le cas échéant),
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE, dont le siège social est au 11 rue du Maréchal Leclerc – CS 54030 – 49408 SAUMUR CEDEX, représentée par Jean-Michel MARCHAND, son Président, dûment habilité à signer la présente convention par la décision n° 2020-0XX DB du Bureau Communautaire en date du 5 mars 2020,
Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

d'autre part.

- VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1511-1 et suivants,
- VU le décret du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de Développement Rural régionaux pour la période 2014-2020,
- VU la délibération du Conseil régional du 18 décembre 2015 donnant délégation du Conseil régional à la Commission permanente,
- VU le règlement financier de la Région des Pays de la Loire,
- VU la délibération du Conseil régional des 14, 15 et 16 décembre 2016 adoptant le schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation,

- VU** l'arrêté DIRECCTE/2017/2017 du Préfet de région portant approbation du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région des Pays de la Loire,
- VU** la délibération de la Commission permanente du Conseil régional validant le règlement d'intervention régional pour le type d'opération 4.2.1 « Aides à l'investissement en faveur de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles par les industries agro-alimentaires »,
- VU** la délibération du Conseil Régional en date des 16 et 17 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 son programme Alimentation et qualité,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 mai 2020 approuvant la présente convention relative au projet d'investissements matériels et immobiliers de la SCA FLEURON D'ANJOU,
- VU** l'avis favorable des membres du Groupe de Travail Économie ;

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

En application de l'article L 1511-3 du code général des collectivités territoriales, « les communes, la métropole de Lyon et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles. »

« Ces aides revêtent la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés, de prêts, d'avances remboursables ou de crédit-bail à des conditions plus favorables que celles du marché. Le montant des aides est calculé par référence aux conditions du marché, selon des règles de plafond et de zone déterminées par voie réglementaire. Ces aides donnent lieu à l'établissement d'une convention et sont versées soit directement à l'entreprise bénéficiaire, soit au maître d'ouvrage, public ou privé, qui en fait alors bénéficier intégralement l'entreprise.

La Région peut participer au financement des aides et des régimes d'aides mentionnés au premier alinéa du présent article dans des conditions précisées par une convention passée avec la commune, la métropole de Lyon ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. »

La coopérative Fleuron d'Anjou produit et commercialise des fleurs, plantes, fruits et légumes issus des bassins horticoles et maraîchers de l'Anjou et du Saumurois. L'activité légumière a connu des évolutions significatives ces dernières années : la diversification via le développement d'une gamme de « légumes anciens » et de la production de mâche et l'équipement de la station légumière d'Allonnes de lignes de lavage et de traitement de légumes (radis, légumes racines, mâche, asperges). Le site de la station légumière d'Allonnes devient trop étroit pour travailler dans de bonnes conditions de sécurité et d'ergonomie.

Il devient également nécessaire d'améliorer la gestion des flux liés à l'activité (eau, sables et graviers issus des opérations de lavage, déchets et sous-produits végétaux résultant des opérations de parage et

de calibrage...), et de moderniser la ligne dédiée aux légumes racines pour mieux répondre à des attentes du marché et améliorer les conditions de travail.

Dans ce contexte, la coopérative Fleuron d'Anjou a décidé d'entreprendre un programme d'investissements pour développer et moderniser la station légumière. Ce programme d'investissements a pour but de réaliser une extension de la station légumière, d'optimiser la gestion des flux au cours du process, de moderniser et améliorer la ligne de traitement des légumes racines et d'installer un nouvel équipement de production froid. Ce projet devrait permettre la création de 6 emplois.

ARTICLE 1^{ER} - OBJET DE LA CONVENTION

En application de l'article L 1511-3 du code général des collectivités territoriales, la présente convention a pour objet d'autoriser la Région à attribuer une subvention de 538 001,29 € à la SCA FLEURON D'ANJOU pour son programme d'investissements matériels et immobiliers sur le site d'ALLONNES (49).

Elle intervient en complément de l'aide de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire attribuée par décision du Bureau Communautaire en date du 5 mars 2020.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties et porte sur une durée de 3 ans.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. Engagements de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire s'engage à :

- respecter les réglementations européenne et nationale pour l'attribution de son aide,
- informer la Région des modifications qui pourraient intervenir dans ses modalités de financement du projet, objet de la présente convention (montant, durée, nature...),
- transmettre la délibération ainsi que la convention et ses avenants éventuels à la Région.

3.2. Engagements de la Région

La Région s'engage à :

- transmettre la délibération ainsi que la convention et ses avenants éventuels à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
- solliciter l'autorisation de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour toute modification tenant au montant de l'aide et à la nature du projet aidé.

ARTICLE 4 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des termes de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

ARTICLE 5 - RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des obligations contractuelles résultant de la présente convention, les parties se réservent le droit, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée à la partie défaillante restée infructueuse pendant 60 jours, de résilier la présente convention.

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échange de courriers avec accusé de réception.

ARTICLE 6 - LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent.

Fait à _____, le _____

En 2 exemplaires originaux

Pour la RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Le Président

Christelle MORANÇAIS

Jean-Michel MARCHAND